

|  |  |
| --- | --- |
| **Termes de référence** | Etablir la situation de référence du Projet et appuyer l’équipe dans l’élaboration du système de SERA |
| **Pays / région** | Tunis |
| **Date de démarrage** | Juin 2023 |
| **Durée max. du contrat** | 2 mois |
| **Nombre de jours** | 20 jours |
| **Référence projet** | Projet « Savoir éco en Tunisie »  Réf. 22GEF0C155 |

Agence publique, Expertise France est l’acteur interministériel de la coopération technique internationale, filiale du groupe Agence française de développement (groupe AFD). Deuxième agence par sa taille en Europe, elle conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents. Elle intervient sur des domaines clés du développement et contribue aux côtés de ses partenaires à la concrétisation des objectifs de développement durable (ODD).

***Justification de la mission***

Pour assurer la mise en œuvre et le pilotage du Projet, EF souhaite développer un système de SERA complet et robuste basé sur des rôles et des responsabilités clairement définis. Ce système vise une amélioration continue de la qualité, de la régularité et de l'exactitude de la collecte, du traitement et de l'analyse des données, afin d'affiner le plan d'action de manière itérative, qualitative et rentable.

EF recrute un expert court-terme en SERA afin d’établir la situation de référence (*baseline*), de fixer les valeurs cibles et d’appuyer l’équipe-projet et plus particulièrement la personne chargée du suivi-évaluation dans la mise en place d'un plan SERA approprié pour permettre la collecte, l'analyse et l'utilisation des données de suivi et d'évaluation du Projet.

**Description du projet**

Dans le cadre du Programme d’appui à la gouvernance économique (PAGE) en Tunisie, l’Union européenne finance le Projet « Savoir éco en Tunisie » dont le financement s’élève à 4,5 millions d’euros. Actif depuis le 1er février 2023, le Projet est mis en œuvre par Expertise France (une équipe dédié étant sur place à Tunis pour la durée du Projet). Plusieurs partenaires participent à la mise en œuvre du Projet : [FERDI](https://ferdi.fr/) (partenaire de référence), [INSEE](https://www.insee.fr/fr/accueil), [France Stratégie](https://www.strategie.gouv.fr/).

**L’objectif du Projet** est d’appuyer le débat public sur les enjeux économiques en Tunisie à travers un renforcement des Structures Productrices de Savoirs à vocation Économique (SPSE). Dans le cadre du Projet en Tunisie, les SPSE comprennent :

* Organismes et centres publics à caractère économique dont les travaux éclairent la prise de décision publique et privée : Institut Tunisien d’Etudes Stratégiques (ITES), Centre d’Analyse Economique (CAE)[[1]](#footnote-1), Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives (ITCEQ) et l’Institut National de la Statistique (INS).
* Laboratoires et centres de recherche en économie rattachés à des Universités tunisiennes.
* Think-tanks privés. Ce terme comprend toute structure productrice de savoirs à vocation économique disposant d’une personnalité morale de droit privé : société privée, association, fondation, syndicat.

Le Projet interviendra aux trois stades de la chaîne de production du savoir économique à travers **trois composantes** du Projet.

* **Composante 1** : Renforcement des capacités des SPSE

Les appuis de la composante 1 viseront à appuyer :

* Les fonctions supports (transversales) des SPSE dans différents domaines : institutionnel et réglementaire, organisationnel, gouvernance, système d’information, accès aux financements, digitalisation, audit et évaluation des politiques publiques, stratégie, communication et développement des partenariats.
* Les fonctions directement liées à la production d’analyse (base de données, accès à l’information, outils de recherche, ressources humaines, etc.).
* La connaissance et l’expertise du personnel des SPSE à travers des formations dédiées, la participation à des évènements nationaux et internationaux, l’organisation de visites d’études ou des sessions plus spécifiques et ciblées d’accompagnement à la recherche.
* **Composante 2** : Accompagnement des SPSE dans la production d’études et d’analyses scientifiques et opérationnelles

Les appuis de la composante 2 visent à soutenir techniquement et financièrement la production d’études et d’analyses par les SPSE. Les travaux produits devront combiner rigueur scientifique et dimension opérationnelle en lien avec les politiques publiques en Tunisie. La FERDI jouera un rôle clé dans la mise en œuvre de cette composante.

Deux points méritent d’être relevés :

* L’objectif des études sera de traiter sous un angle économique des questions économiques, sociales, environnementales pertinentes pour la Tunisie.
* Le Projet cherchera à favoriser les travaux en collaboration entre les SPSE.
* **Composante 3** : Appui à la diffusion et à l’application des analyses produites par les SPSE.

Les appuis de la composante 3 visent à assurer la diffusion des études produites afin d’alimenter le débat public sur les questions économiques en Tunisie. Les activités de cette composante s’articulent autour de trois axes :

* Rencontres institutionnelles favorisant le dialogue entre pairs et les bonnes pratiques entre les SPSE tunisiennes et internationales.
* Diffusion et vulgarisation des résultats des études produites en s’appuyant en particulier sur les médias et les réseaux sociaux.
* Développement de projets-pilotes reposant sur des travaux et études produites préalablement par les SPSE.

L'ensemble des projets qui seront subventionnés dans le cadre de ce Projet devront alimenter le système de S/E du projet. Les systèmes de suivi et évaluation mis en place par les porteurs d’initiatives soutenues devront donc être cohérents avec le système d’évaluation du Projet, et les indicateurs de suivi au niveau de ce dernier devront être alignés avec ceux des différents projets.

**Missions :**

L’objectif de la consultance est d’établir la situation de référence du projet afin de proposer un dispositif de suivi-évaluation-redevabilité-apprentissage pour la mise en œuvre du Projet.

Le livrable final qui est attendu est un plan SERA qui contient les éléments listés ci-dessous, accompagné d’une présentation PowerPoint pour l’atelier de présentation de ce livrable.

Pour ce faire, l’expert.e aura pour responsabilités de :

1. Concevoir la méthodologie pour analyser la situation de référence du Projet et réaliser la collecte et l’analyse des données nécessaires. Cette analyse devra inclure :
   * Une cartographie des acteurs qui peuvent potentiellement influencer le projet et ses activités (et une analyse des risques si besoin) ;
   * Un cadre logique du projet révisé (cohérent avec les indicateurs proposés dans le plan SERA) ;
2. Définir la stratégie et le dispositif SERA du projet moyennant une approche participative. Ces éléments seront formalisés dans le plan SERA du Projet (format EF) qui devrait inclure :
   * L’analyse de la situation de référence du Projet telle que d’écrite ci-dessus ;
   * Un plan de suivi des indicateurs qui devra inclure la définition des indicateurs, les méthodes de calcul, les sources de vérification, les personnes responsables, la périodicité, les valeurs de référence et valeurs cibles, les outils de collecte. etc.
   * La correspondance avec les indicateurs « Thématiques EF » – qui sera discutée lors de la réunion de cadrage ;
   * Un data Flow entre les différentes parties prenantes du dispositif de suivi-évaluation et une matrice RACI ;
   * Les outils de collecte de données (outils en ligne) ;
   * Un système de visualisation des données ;
   * Une stratégie pour la mise en place d’une capitalisation sur le projet ;
   * Des premiers éléments concernant les évaluations intermédiaire et finale.

La consultance démarrera par une réunion de cadrage avec l’équipe-projet et une mission en Tunisie aura lieu pour la phase de collecte des données. Le livrable final est attendu pour juillet 2023, date de remise du rapport de démarrage du Projet.

**Calendrier et soumission des offres**

La proposition technique (5 pages max.) doit être présentée de manière concise et structurée dans l'ordre suivant de façon à inclure, de manière limitative, les informations suivantes :

* Le CV détaillé en faisant clairement ressortir les mandats réalisés en lien avec la consultation ainsi que les copies des attestations issues des prestations similaires.
* La compréhension des besoins et des services attendus à travers l’interprétation des termes de référence.
* L’approche et la méthodologie suggérées pour traiter les différentes parties exigées par les termes de référence et un plan de travail du déroulé de la mission. L’offre devra inclure des références à des expériences similaires utilisant des méthodologies semblables.

La proposition financière (EUR) doit être détaillée et cohérente par rapport aux termes de référence et à la proposition technique. Elle doit justifier les honoraires proposés pour la consultation. Merci de noter qu’Expertise France prendra en charge les frais de mission (billets d’avion, per diem).

Le candidat doit disposer d’un numéro d’enregistrement commercial.

**Profil souhaité**

**Formation**

* Master ou diplôme universitaire équivalent (bac+5 minimum) dans le domaine de l’économie du développement, en sciences politiques, sciences sociales, développement durable, gestion de projet, coopération internationale ou toute autre discipline pertinente, en adéquation avec les missions à réaliser ;

**Expérience**

* Expérience d’au moins 8 ans dans le domaine de la coopération internationale, de préférence dans le domaine du développement économique, de la mise en œuvre de politiques publiques et/ou de projets axés sur la réalisation d’études portant sur des sujets économiques ;
* Au moins 5 années d’expérience dans le domaine du suivi-évaluation (S&E) dans le cadre d'un projet de développement : méthodes et approches de S&E (quantitatives et qualitatives), outils numériques de collecte et d’analyse de données ;
* Avoir réalisé au moins une étude de la situation de référence d’un projet ;
* Une expérience en dispositif de SERA dans le cadre d’un projet de subventions en cascade serait un atout ;
* Expérience souhaitée en Tunisie et/ou au Maghreb. Une expérience à l’international est un avantage.

1. A ce jour, le CAE est une structure inactive. [↑](#footnote-ref-1)